

Patrick RANCHIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

**FONDS ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE EN
ARTHROSCOPIE – PHILIPPE HARDY**
27 RUE MARBOEUF
75008 PARIS

* * *

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
RAPPORT SPECIAL

Patrick RANCHIN

Expert-Comptable

Commissaire aux Comptes

**FONDS ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE EN
ARTHROSCOPIE – PHILIPPE HARDY
27 RUE MARBOEUF
75008 PARIS**

* * *

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Patrick RANCHIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres,

I- Opinion sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos organes de décision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation FONDS ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE EN ARTHROSCOPIE – PHILIPPE HARDY relatifs à l'exercice clos le 31/12/2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 11 juillet 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



II- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

III- Vérification du Rapport de gestion et des autres documents adressés à l'assemblée générale ordinaire des membres du fonds de dotation

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du président et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

IV- Responsabilités du président et des personnes constituant le gouvernement du fonds de dotation relatives aux comptes annuels

Il appartient au président d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au président d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

V- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,



influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds de dotation.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Montpellier, le 10 juin 2022



M. Patrick RANCHIN
Commissaire aux Comptes
3, rue des Bruyères
34070 MONTPELLIER
SIRET : 439 735 960 00015

ANNEXES DU RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



Bilan actif

		31/12/2021		
		Brut	Amort. Prov.	
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
	Frais d'établissement			
	Frais de recherche et de développement			
	Donations temporaires d'usufruit			
	Concessions, brevets, licences, marques, ...			
	Immobilisations incorporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
	Terrains			
	Constructions			
	Installations techniques, matériel, ...			
	Autres immobilisations corporelles			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS			
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
	Participations et Créances rattachées			
	Autres titres immobilisés			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)				
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS			
	Matières premières			
	En-cours de production			
	Produits intermédiaires et finis			
	Marchandises			
	Avances et acomptes versés sur commandes			
	CRÉANCES			
	Créances clients, usagers et comptes rattachés			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Autres créances			
	Capital souscrit appelé non versé			
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT			
	Actions propres			
	Autres titres et instruments de trésorerie			
	DISPONIBILITÉS		24 188	24 188
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE			
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)		24 188	24 188
	Frais d'émission des emprunts (III)			
	Primes de remboursement des emprunts (IV)			
	Écarts de conversion actif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		24 188	24 188	

Bilan passif

31/12/2021

		Net
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	15 000
	Fonds propres statutaires	15 000
	Fonds propres complémentaires	
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	
	Fonds statutaires	
	Fonds propres complémentaires	
	Écarts de réévaluation	
	RÉSERVES	
	Réserves statutaires ou contractuelles	
	Réserves pour projet de l'entité	
	Autres réserves	
	REPORT À NOUVEAU	
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	8 288
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES	
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	23 288
	AVANCES	
	Avances conditionnées	
	Produit des émissions de titres participatifs	
	TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (I BIS)	
	Total fonds reportés et dédiés (II)	
	Fonds dédiés reportés	
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	
	PROVISIONS	
	Provisions pour risques	
	Provisions pour charges	
	TOTAL PROVISIONS (III)	
	Emprunts obligataires convertibles	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
	Emprunts et dettes financières diverses	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	900
	Dettes des legs ou donations	
	Dettes fiscales et sociales	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
	Autres emprunts obligataires	
	Autres dettes	
	Produits constatés d'avance	
	TOTAL DETTES (IV)	900
	Écarts de conversion passif (V)	
	TOTAL PASSIF (I+ II + III + IV + V)	24 188

Compte de résultat

10/07/2020 -

31/12/2021

Net

PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	
	Total des ventes de biens et services	
	Vente de biens	
	dont ventes de dons en nature	
	Ventes de services	
	dont parrainages	
	Produits de tiers financeurs	20 000
	Concours publics et subventions d'exploitation	
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	
	Ressources liées à la générosité du public	
	Dons manuels	
	Mécénat	20 000
	Legs, donations et assurances-vie	
	Contributions financières	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	
	Utilisations des fonds dédiés	
	Autres produits	
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		20 000
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	
	Variation des stocks de marchandises	
	Autres achats et charges externes	11 712
	Aides financières	
	Impôts, taxes, et versements assimilés	
	Salaires et traitements	
	Charges sociales	
	Dotations aux amortissements et aux provisions	
	Sur actif circulant : dotation aux provisions	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions	
	Report des fonds dédiés	
	Autres charges	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)		11 712
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		8 288

10/07/2020 -

31/12/2021

Net

PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)		
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
	RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)		8 288
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
	Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
	Impôts sur les bénéfices (VIII)		
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		20 000
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		11 712
	EXCÉDENT OU DÉFICIT		8 288
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL		
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	TOTAL		

Annexes



Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2021** a une durée de **18** mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **24 187,98 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice de 8 287,98 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts				
Divers				
Groupes et associés				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
TOTAL				
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	15 000				15 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice			8 298		8 298
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	15 000		8 298		23 298

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissements de ...				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	900	900		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres org. sociaux				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes ratt...				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	900	900		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Montant des emprunts et dettes contracté...				

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
TOTAL		

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	540	
TOTAL	540	

Patrick RANCHIN,
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

**FONDS ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE EN
ARTHROSCOPIE – PHILIPPE HARDY**
27 RUE MARBOEUF
75008 PARIS

* * *

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Patrick RANCHIN
Expert-Comptable
Commissaire aux Comptes

**FONDS ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE EN ARTHROSCOPIE –
PHILIPPE HARDY**

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2021

Aux membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre fonds de dotation, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Montpellier, le 10 juin 2022

M. Patrick RANCHIN
Commissaire aux Comptes
8, rue des Bruyères
34070 MONTPELLIER
SIRET : 439 735 960 00015